

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le 29/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



DELPHARM LILLE SAS

ZI de Roubaix Est - BP 50070
Rue de Toufflers
59452 LYS LEZ LANNOY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2022 dans l'établissement DELPHARM LILLE SAS implanté ZI de Roubaix Est, Rue de Toufflers, 59452 LYS LEZ LANNOY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

L'objectif est de contrôler les suites données par l'exploitant à l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 imposant à la société Delpharm Lille S.A.S. des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Lys-lez-Lannoy et portant sur la réalisation d'une étude technico-économique visant la réduction des concentrations en substances polluantes dans les rejets aqueux du site.

Par ailleurs, par courrier du 13 octobre 2021, l'exploitant a notifié la cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes et de trois groupes froid. Cette inspection vise à acter l'arrêt de ces activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELPHARM LILLE SAS
- ZI de Roubaix Est - BP 50070 Rue de Toufflers 59452 LYS LEZ LANNOY
- Code AIOT dans GUN : 0007002893
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- Non IED - MTD

L'entreprise DELPHARM Lille de Lys-lez-Lannoy, acquise en 2006 au groupe BAYER, est spécialisée dans le façonnage pour les grands laboratoires pharmaceutiques.

L'usine de Lys-lez-Lannoy fabrique des préparations pharmaceutiques sous forme sèche, princeps et génériques, pour les spécialités oncologiques, hormonales (HS) et à haute activité (HA).

L'établissement de Lys-lez-Lannoy regroupe près de 400 salariés (dont environ 350 personnes en CDI).

Il est implanté à l'entrée de la zone industrielle de Roubaix-Est, rue de Toufflers. Trois axes routiers passent à moins de 100 mètres de l'établissement.

L'environnement immédiat du site est constitué par

- au nord-est, la zone industrielle ;
- au sud-est, la commune de Toufflers avec des zones d'habitation ;
- au nord-ouest, la commune de Lys-lez-Lannoy (parc urbain et habitation la plus proche à 50 mètres) ;
- au sud-ouest, la D700.

L'établissement de Lys-lez-Lannoy est une installation classée pour la protection de l'environnement, régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 21/03/2007 complété le 28/10/2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation partielle d'activité
- Récolement d'un arrêté de prescriptions complémentaires sur le thème des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etude technico-économique Eau	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît que l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 n'a pas été correctement notifié à l'exploitant. Une nouvelle notification a été réalisée à l'issue de l'inspection. Le délai prévu par l'arrêté préfectoral précité pour respecter son article 3 relatif à la remise d'une étude technico-économique, de six mois à compter de la notification de l'arrêté, ne peut être considéré comme échu. Un nouveau délai est donné pour respecter la prescription, soit 6 mois après l'accusé de réception de l'exploitant, donc le 28 août 2022.

Pour la cessation partielle des activités relevant de la rubrique 1185, et totale des activités relevant de la rubrique 2921, il a été constaté que les dispositions de l'article R. 512-39-1 ont été respectées. Il peut être donné acte de la notification de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etude technico-économique Eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :

Article 3 – dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au Préfet du Nord une étude technico-économique des actions correctives à mettre en place sur le site afin de réduire les émissions en polluants dans les rejets aqueux identifiés sur le rejet n°3 (eaux industrielles) et de respecter les valeurs limites d'émission définies à l'article 13 de l'arrêté d'autorisation du 21 mars 2007 susvisé.

Cette étude, qui doit porter au minimum sur les émissions de DCO, DBO5 et d'Azote, vise à :

- identifier l'origine des substances émises ;
- effectuer un bilan des rejets et des actions de réduction déjà entreprises ;
- identifier l'ensemble des solutions permettant de réduire les émissions de ces substances, à la source et par le biais de moyens de traitement complémentaire ;
- évaluer l'ensemble de ces solutions en termes de performance, de coût et de délai de mise en œuvre. Une proposition de hiérarchisation doit être effectuée.

Constats :

L'arrêté préfectoral a été notifié par courriel du 23 août 2021 à l'adresse lille@delpharm.com.

L'exploitant n'utilise plus cette adresse, et aucun accusé réception n'a été transmis.

Dès lors, l'exploitant n'a pas eu connaissance de cet arrêté.

Celui-ci lui a été retransmis par courriel du 3 février 2022, en préparation de la présente inspection. L'exploitant en a accusé réception par courriel du 28 février 2022.

Au vu de ce qui précède, le délai prévu par l'arrêté préfectoral ci-dessus, de six mois à compter de la notification de l'arrêté, ne peut être considéré comme échu. Un nouveau délai est donné pour respecter la prescription, soit 6 mois après l'accusé de réception de l'exploitant, soit le 28 août 2022.

*

Sur le fond, l'exploitant n'avait pas attendu la notification de l'arrêté pour travailler sur le sujet des rejets aqueux du site.

Il a présenté des présentations du groupe de travail interne sur les effluents, qui s'est notamment réuni trois fois, les 27/04, 10/05 et 25/05/2021.

Un travail sur l'implantation des réseaux, et la mesure de la DCO en divers points a été fait.

Le préleveur a également été remplacé, en date du 10 janvier 2022.

L'exploitant n'a pas abouti par lui-même et a fait appel à un bureau d'étude pour la réalisation d'une étude technico-économique. Cette action est attestée par la commande 4800046331 auprès de la société Antea France en date du 21 février 2022 d'une telle étude.

L'exploitant a donc lancé les actions prévues par l'APC ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Code de l'environnement du 11/07/2011, article Article R512-39-1

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de

l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

Par courrier du 13 octobre 2021, l'exploitant a notifié la cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes et de trois groupes froid.

La capacité total de fluides frigorigènes au titre de la rubrique 1185 passe de 596 kg à 161,9 kg, et l'installation restante n'est plus classée;

Les deux installations de refroidissement soumises à la rubrique 2921-1 sont démantelées et remplacée par un système n'utilisant plus de dispersion d'eau.

*

Sur les groupes froids, l'exploitant a présenté l'attestation de destruction de trois équipements par la société Galloo Watrelos en date du 22 mars 2021 (date erronée ; selon l'exploitant et vu sur les fiches d'intervention, les équipements ont été retirés entre le 30/07 et le 02/08/2021. Cette date a été corrigée a posteriori par Galloo Watrelos, au 18/10/2021).

Sur site, les équipements ont bien été retirés du local (étanche sur dalle béton).

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté 18 fiches d'intervention relatives au retrait des fluides des circuits.

Le bilan est présenté dans le tableau ci-dessous.

[voir rapport]

Au vu du faible pourcentage de fluides récupérés sur le GF2, l'inspection a sollicité les dernières contrôles d'étanchéité sur ce groupe.

Trois fiches d'intervention ont été fournies, datées des 23/10/2019, 26/02/2020 et 01/07/2021.

L'équipement dispose de 600 kg de gaz R. 134 a, soit un tonnage équivalent CO2 de 856 tonnes. La périodicité de contrôle est donc, en présence d'un détecteur, de 6 mois.

Il s'agit d'une non-conformité.

Toutefois, eu égard au retrait des équipements, à la présence d'un détecteur de fuite, à l'absence de fuite ou de recharge identifiée sur la période en écart (entre le 26/02/2020 et le 01/07/2021), et considérant qu'à la date du retrait de l'équipement, le contrôle réglementaire d'étanchéité était conforme, aucune suite n'est proposée.

La cessation d'activité des groupes froids n'entraîne pas de libération de terrain.

Les locaux restent exploités.

Il peut être donné acte de la cessation d'activité et du nouveau classement de l'installation au regard de la rubrique 1185 (Non Classé).

*

Pour les tours aéroréfrigérantes, l'exploitant a présenté l'attestation de destruction par Galloo

Wattrelos.

Les équipements ont été retirés du bâtiment (vu en inspection) ; le local produits chimiques a également été vidé.

L'exploitant a présenté le bilan des analyses légionnelles, qui montrent une concentration inférieure à 1000 UFC/L.

Il peut être donné acte de la cessation d'activité au titre de la rubrique 2921.

Toutefois, un nouveau système de froid a été mis en place sur le site, avec recyclage de chaleur dans des pompes à chaleur. Ce système est mis en place en extérieur et dans le local des groupes froid.

Ce système est susceptible de présenter des impacts (bruit notamment) et des dangers (en fonction du produit caloporteur, etc).

S'agissant d'une modification notable des installations, l'exploitant aurait dû la porter à la connaissance du préfet du Nord en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

FSMD : L'exploitant fournira les éléments d'appréciation (fiches fournisseur, etc.) et son analyse des dangers et inconvénients de son installation sous deux mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites :

Fait susceptible de mise en demeure : l'exploitant doit porter à connaissance du préfet du Nord, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, les modifications apportées par la mise en place d'une nouvelle installation de génération de froid sur le site, avec tous les éléments d'appréciation requis.